

James Tobin, Prix Nobel d'économie

# « Je n'ai rien de commun avec les praticiens de cette révolution contre la mondialisation »

Le professeur américain, défenseur d'une taxation des transactions sur les devises, rappelle qu'il est favorable au libre-échange, au FMI et à l'OMC. L'organisation Attac s'est « abusivement servie de mon nom pour des priorités qui ne sont pas les miennes », affirme-t-il

« M. Tobin, vous êtes là tranquillement, imperturbablement assis au bord de ce lac, pendant que les opposants à la mondialisation en Europe font la révolution sous votre nom. Cela ne vous incite-t-il pas à quitter votre banc et ce jardin ?

— Certainement pas. Je n'ai rien de commun avec les praticiens de cette révolution contre la mondialisation.

— L'organisation contestataire Attac a commencé par emprunter votre nom ; les opposants à la mondialisation réclament une taxe Tobin. N'est-ce pas pour vous aujourd'hui une satisfaction, trente ans après en avoir fait la proposition, que votre idée de taxe contre la spéculation sur les opérations de change trouve enfin des défenseurs ?

— J'apprécie l'itérêt qu'on porte à mon idée, mais beaucoup de ces éloges ne viennent pas d'où il faut. Je suis économiste et, comme la plupart des économistes, je défends le libre-échange. D plus, je soutiens le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tout ce à quoi ces mouvements s'en prennent. On détourne mon nom.

— Attac veut instauration d'une taxe sur les opérations de changes. Son objectif est d'exercer un contrôle sur le marché des capitaux et d'utiliser les sommes perçues à renforcer l'aide au développement dans le tiers-monde. Cela n'a-t-il rien à voir avec vos recommandations ?

— J'ai effectivement suggéré que les recettes de la taxe soient versées à la Banque mondiale. Cet impôt visait à limiter les fluctuations des taux de changes. L'idée est simple : il s'agit d'effectuer sur chaque opération un prélèvement minime équivalent, disons, à 0,5 % de la transaction. De quoi faire fuir les spéculateurs. Car beaucoup d'investisseurs placent à très court terme leur argent sur les monnaies. Si cet argent est brusquement retiré du marché, les pays doivent relever leurs taux d'intérêt dans d'importantes proportions afin que la devise reste attractive. Or, des taux d'intérêt élevés sont souvent catastrophiques pour l'économie intérieure, comme le montrent les crises qui ont frappé le Mexique, l'Asie du Sud-Est et la Russie dans les années 1990. La taxe Tobin donnerait une mar-

ge de manœuvre aux banques centrales des petits pays pour lutter contre la tyrannie des marchés financiers.

— Faire fuir les spéculateurs, lutter contre la tyrannie des marchés financiers, n'est-ce pas le langage des adversaires de la mondialisation ?

— Je crois que, pour l'essentiel, les recettes de la taxe les intéressent, avec lesquelles ils entendent financer leurs projets de développement. Mais ces prélèvements ne constituent pas mon objectif premier. J'ai voulu ralentir les transactions financières. Les recettes ne sont, pour moi, que secondaires.

— Quel mal y a-t-il à employer le produit de la taxe à une bonne cause ?

— Aucun. Je serais heureux si ces sommes parvenaient aux déshérités de la planète.

— Estimez-vous que les adversaires de la mondialisation vous ont utilisé à tort ?

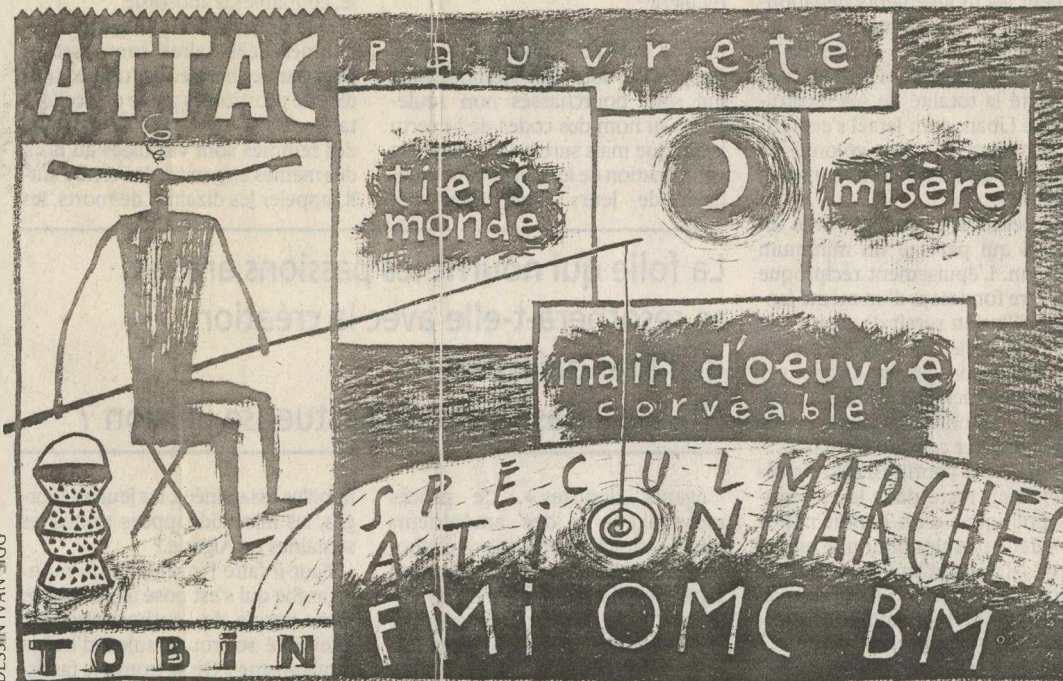
— J'estime être aujourd'hui mal compris. J'estime aussi qu'on s'est abusivement servi de mon nom pour des priorités qui ne sont pas les miennes. La taxe Tobin n'est en rien un tremplin pour les réformes dont ces gens veulent. Mais que faire ?

— Ne créditez-vous pas au moins vos « fans » de bonnes intentions ?

— Leurs intentions sont bonnes, j'imagine, mais les propositions qu'ils font manquent de réflexion. A moins que, simplement, je ne comprenne pas.

— Qu'est-ce qui vous a poussé à concevoir la taxe Tobin en 1972 ?

— Je suis avant tout un disciple de Keynes, qui, dans le fameux chapitre 12 de sa *Théorie générale sur le krach de 1929*, propose de taxer les mouvements de capitaux afin de lier plus durablement les investisseurs à leurs actifs. En 1972, j'ai appliqué cette taxe aux marchés des changes. Les Etats-Unis quittaient le système de changes fixes décidé à Bretton Woods. Parallèlement, les transactions électroniques promettaient de considérablement accroître la vitesse et le nombre des transactions. J'ai voulu ralentir ce processus afin de réduire la spéculation et la volatilité des taux de change. Aujourd'hui où chacun peut à tout moment effectuer des transactions financières sur son ordinateur personnel, les problèmes que je prévoyais se sont multipliés.



— Le premier ministre français, Lionel Jospin, s'est tout récemment prononcé en faveur de la taxe Tobin ; c'est le premier chef de gouvernement à le faire. Sur la scène internationale, plus de trois cents parlementaires se sont à ce jour ralliés à l'idée de cette taxe. Sa mise en place, cependant, doit intervenir partout dans le monde en même temps, si l'on veut éviter que certains n'y échappent et que n'apparaissent des paradis fiscaux. A qui confier une telle préparation ? A une instance internationale spécialement créée à cet effet ?

— Le FMI pourrait en être chargé. Il possède l'expérience du système des changes. Presque tous les pays y adhèrent.

— Le FMI, vraiment ? Dont on considère qu'il est au service du capitalisme mondial et qu'il doit être supprimé et pas seulement parmi les adversaires de la mondialisation ?

— Je pense, au contraire, que le FMI doit avoir son pouvoir renforcé et élargi. Il a, certes, commis beaucoup d'erreurs — c'est indiscutable —, mais, comme la Banque mondiale, il dispose de beaucoup trop peu de moyens pour aider ses pays membres, en particulier les économies les plus pauvres et les moins dévelop-

pées. La Banque mondiale et le FMI ne font pas partie d'une conspiration qui a pour nom mondialisation.

— Cela est-il vrai aussi de l'Organisation mondiale du commerce ?

— Certainement. Son prédécesseur, le GATT, a fait beaucoup pour le développement du commerce mondial.

— Ce n'est pas l'avis de tout le monde. En 1999, la réunion de l'OMC à Seattle a échoué en raison des pressions exercées par des dizaines de milliers d'opposants à la mondialisation.

— L'OMC a peut-être besoin de pouvoirs accrus, vis-à-vis des Etats-Unis, notamment. Elle devrait, par exemple, avoir les moyens d'interdire aux pays industrialisés d'instaurer des barrières douanières qui empêchent les importations en provenance des nations en développement.

— Le fait est que les pays industrialisés inondent de leurs produits les marchés du tiers-monde et utilisent ces nations pour leur main-d'oeuvre bon marché.

— Je crois que cette idée d'ensemble que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce sont les ennemis des pays en développement est une erreur. Les problèmes de la mondialisation ne seront pas réglés en s'opposant à ce qu'elle aille de l'avant. Tous les pays, comme leurs habitants, tirent profit du libre-échange des biens et des capitaux.

— Pourquoi, alors, la pauvreté a-t-elle progressé ?

— C'est absolument faux. Prenons la Corée du Sud, qui en 1960 était un pays extrêmement pauvre. Elle fait aujourd'hui partie des grandes nations industrialisées. Il en est de même de beaucoup d'autres « tigres », en dépit de la crise que l'Asie du Sud-Est a connue il y a trois ans. Ces pays restent à l'heure actuelle plus prospères qu'ils ne l'étaient : il y a trente ans. Et cela, grâ-

ce au commerce et aux capitaux étrangers.

— Des nations peuvent, à titre individuel, s'en sortir avantageusement, mais d'une manière générale les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. Le nieriez-vous ?

— La pauvreté peut avoir bien des causes. La plupart de ces causes sont inhérentes aux pays mêmes. Ils n'amélioreront pas leur situation en prenant les mesures que prônent les opposants à la mondialisation, telles que l'adoption partout dans le monde des conditions de travail des nations occidentales. Cela réduirait la compétitivité des produits des pays pauvres sur les marchés des pays riches.

— Vous accusez donc Attac de mal défendre les pauvres ?

— Je ne connais pas vraiment dans le détail ses propositions. Les manifestations dont vous parliez ont été passablement incohérentes, j'ignore cependant si elles reflètent l'état d'esprit d'Attac. Ces prises de position reposent, d'une manière générale, sur de bonnes intentions, mais elles ne sont pas suffisamment approfondies. Je refuse tout simplement d'y être associé.

— Avez-vous parlé aux représentants d'Attac ?

— Son président, Bernard Cassen, m'a un jour appelé pour me demander de venir à Paris. L'idée était que j'apparaisse devant quelques milliers de ses partisans enthousiastes.

— Que lui avez-vous répondu ?

— J'ai décliné l'invitation, pour des raisons familiales et parce que je ne voulais pas que l'on m'assimile aux objectifs d'Attac. Il ne me les avait pas exposés ; je n'avais pas pris part à leur formulation. Je n'ai plus eu aucune nouvelle depuis.

— Comment expliquez-vous que votre taxe ait beaucoup de défenseurs parmi les militants politiques, mais soit condamnée par les experts économiques ?

— Il n'en va pas toujours ainsi. Les économistes, pour la plupart, se désintéressent simplement de ma proposition. Beaucoup de livres et d'articles traitent de la taxe Tobin, certains sont favorables, d'autres hostiles, d'autres encore entre les deux.

— Rudi Dornbusch, qui enseigne au Massachusetts Institute of Technology, est critique ; Robert Mundell, Prix Nobel d'économie comme vous, estime que votre taxe est une idée « sotte ».

— J'espère qu'ils font référence à Attac et aux autres mouvements de ce type, pas à la taxe même. Mais je veux bien croire que Dornbusch et Mundell y soient opposés.

— George Soros, par exemple, le plus célèbre des spéculateurs, préconise votre taxe pour lutter contre les spéculateurs justement. Est-ce qu'ici aussi l'éloge ne vient pas d'où il faut ?

— George Soros s'est exprimé oralement et par écrit en faveur de ma proposition. Il sait évidemment de quoi il parle. Il a gagné beaucoup d'argent sur les marchés financiers. Ce n'est pas là un péché en soi. Il a par ailleurs, des idées fort peu orthodoxes en ce qui concerne le système mondial des devises. Les ministres des finances du monde entier ont plus de raisons de se méfier de lui que de moi, car Soros a les moyens de mener à bien ses projets.

— Croyez-vous que votre taxe sera un jour appliquée ?

— Certainement pas, hélas ! Les décideurs sur la scène internationale y sont opposés.

— Les ministres européens des finances doivent en discuter à Liège fin septembre.

— C'est un faux-semblant, je doute qu'ils songent sérieusement à l'instaurer. Ils ne veulent pas s'engager d'une taxe de plus. Les ministres des finances qui comptent dans le monde y sont hostiles, dont le secrétaire américain au Trésor, de Clinton comme de Bush.

— Pourquoi ne pas protéger notre marché des devises en revenant simplement au vieux système des taux de changes fixes, dans lequel les banques centrales des pays adhérents maintiennent la stabilité de la monnaie ?

— Le système a été testé et il a échoué. Des spéculateurs comme Soros pouvaient rouler les banques centrales. Voyez ce qui est arrivé à l'Argentine, qui a lié entièrement son peso au dollar américain. Ce qui se passe dans ce pays est un désastre, un désastre absolu. Des taux de changes immuables sont une invite à la spéculation. Les opérateurs parient sur la volonté et sur la capacité des banques centrales à défendre les taux établis. Le système des taux de changes fixes est passé de mode, et c'est tant mieux. »

## Adepte d'un libéralisme tempéré

JAMES TOBIN, quatre-vingt-trois ans, sort de sa retraite confortable dans le New Haven pour qu'on utilise pas son nom : mauvais escient. Ancien conseiller de John Kennedy à la Maison Blanche en 1961-1962, le professeur de Yale de 1950 à 1988, est un keynésien. Il a proposé, dans les années 1970, après l'effondrement du système de Bretton Woods et l'entrée dans une ère de flottage généralisé des monnaies, de taxer les transactions à court



JAMES TOBIN

terme sur les devises pour ralentir les « aller-retour » des spéculateurs et ainsi stabiliser le système monétaire international. Comme les keynésiens, il est partisan de l'économie de marché, du libre-échange et, dirait-on aujourd'hui, d'un libéralisme tempéré. Prix Nobel d'économie en 1981, il a écrit seize livres et des centaines d'articles, bataillant, notamment, contre la politique économique de Ronald Reagan. Toujours avec son franc parler.

Propos recueillis par Christian Reiermann et Michaela Scheissl (© Der Spiegel), traduit par Sylvette Gleize